

Dans un nouveau rapport publié, Amnesty International (AI) dénonce les menaces de mort et actes d'intimidation qui visent à réduire au silence les défenseurs des droits humains dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Ce document intitulé « Quitte à mourir, autant dire la vérité », décrit « la répression accrue menée par des groupes armés et les forces de sécurité nationales contre les défenseurs des droits humains depuis l'aggravation de la crise l'an dernier ».

Selon Sophie Rosenberg, une responsable d'AI, les défenseurs des droits humains sont confrontés à un nombre accru de menaces de mort et ils reçoivent également par Internet des SMS et autres messages anonymes violents. D'autres reçoivent la visite d'hommes armés à leur domicile et sur leur lieu de travail, ou sont menacés d'enlèvements et de détentions arbitraires. Ils craignent pour leurs familles et leurs proches, et certains doivent cesser de travailler, fermer leurs bureaux et fuir pour ne pas être tués.

Même la reddition du M23, chassé du Nord-Kivu en novembre, n'a pas mis fin à l'insécurité pour les défenseurs des droits humains, a ajouté Mme Rosenberg, car l'Etat de droit n'existe guère dans l'Est de la RDC, et l'impunité règne.

Par ailleurs, a fait valoir Mme Rosenberg, les femmes qui défendent les droits humains sont particulièrement en danger. « Elles sont considérées comme défiant les normes sociales qui dissuadent les femmes de critiquer ouvertement les personnes au pouvoir. Dans plusieurs cas, des femmes qui avaient aidé des victimes de violences, y compris de violences sexuelles, ont elles-mêmes été harcelées ou visées par des agressions sexuelles en représailles » note le rapport d'Amnesty.

Mme Rosenberg a évoqué le cas de Pascal Kabungulu, un défenseur des droits humains qui a été abattu chez lui, sous les yeux de sa femme et de ses enfants, en 2005. Huit ans plus tard, les hommes accusés de ce meurtre, dont des soldats et d'importants responsables politiques et militaires, restent libres, a noté la responsable d'AI.

Amnesty International a appelé au lancement « d'urgence d'une réforme du secteur de la sécurité en RDC », et à la fin de l'impunité.